

<https://www.fakirpresse.info/On-a-assiste-a-une-dispersion-des>



# Patrick Lehingue : Â« Un univers qui se referme sur lui-même Â»

- Le Journal - Entretiens -



Publication date: jeudi 20 avril 2017

---

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

---

Depuis plus de trente ans, Patrick Lehingue, professeur de science politique, analyse les scrutins. Et il vient de publier un livre sur « Le Vote ». Mais vous ne le verrez pas sur les plateaux de télé, discuter du dernier sondage au milieu des Roland Cayrol, Pascal Perrineau, Stéphane Rozès, etc. Leur glose sert plus souvent à masquer le monde social, qu'à le découvrir...

*Entretien réalisé le 9 janvier 2012*

**Fakir :** Vous faites un bouquin sur le vote, vous avez consacré l'essentiel de votre carrière à analyser les scrutins, et pourtant, vous dites que le vote, ça n'est pas si important que ça. Dès la première page, vous vous en prenez - je cite - à la « *survalorisation du rite électoral, souvent présenté par les protagonistes du moment comme absolument crucial* - 'du vote de chacun dépend l'avenir de tous' - *alors même qu'il laisse, sauf rarissimes exceptions, si peu d'empreintes dans les mémoires collectives* »...

**Patrick Lehingue :** En tout cas, le vote n'a pas l'importance que lui confèrent la majorité des journalistes, des sondeurs, des hommes politiques...

On a ici une forme « *d'idiotisme de métier* » : parce que certains politologues ont fait profession de décrypter « *le mystère des urnes* », ils s'imaginent que, à leur image, tout le monde se passionne pour les élections, que le moment électoral constitue la substantifique moelle, le summum de la démocratie.

Mais dans la vie des gens, c'est un geste plutôt banal qui engage sans doute moins qu'on ne le dit. On avait mené une enquête à Amiens : un an à peine après une élection législative, la grande majorité des gens ne se souvenaient plus pour qui ils avaient voté : 67 % avaient oublié leur choix de l'année d'avant.

Mais ça n'empêche pas les commentateurs autorisés de sanctifier cet instant, de poser comme équation « *élection = démocratie* ». Malgré l'exemple d'Athènes, pourtant regardé comme le berceau de la Démocratie (voir encadré)...

## Les classes populaires : qui les représente ?



**Fakir :** Y a ce tableau, dans votre bouquin. Absolument stupéfiant : les employés - qui constituent près de 30 % de la population active - comptent pour 1,3 % des députés ! C'est pire encore pour les ouvriers : ils forment 25 % des actifs, mais seulement 0,5 % de l'Assemblée ! Et l'inverse pour les professions supérieures : 15 % du pays, mais 83 % des parlementaires - 96 % dans le groupe UMP !

**Patrick Lehingue :** Oui, pour la représentation des classes populaires, la France est revenue au niveau de 1885... Pour lutter contre cette pente, pour que la démocratie ne se mue pas en aristocratie élective, il avait fallu le passage - bien souvent - par un apprentissage syndical, puis des passerelles vers la politique. Le pic est atteint à la Libération : les classes populaires obtiennent 20 % des sièges, notamment grâce au Parti communiste - qui rassemble 50 des 65 députés ouvriers. On stagne aux alentours de 10 % dans les années 60, 70, et enfin cette représentation populaire disparaît. A cause, évidemment, de l'affaiblissement du PC, mais aussi parce que le PS connaît un déracinement populaire.

**Fakir :** Même chez les dirigeants du PC, aujourd'hui, on ne voit pas tellement de prolétaires. À sa tête, il y a un fils de sénateur, qui a fait une carrière - sans méchanceté, mais c'est le mot - d'apparatchik : il a dirigé le mouvement des étudiants du Parti, puis le journal du Parti, avant de gouverner le Parti lui-même.

**Patrick Lehingue :** C'est emblématique, en effet. Parce que le plus frappant, ces dernières années, c'est la montée en puissance, justement, des professionnels de la politique : les attachés parlementaires, les chefs de cabinet, les conseillers en communication, etc. représentent 14 % de députés - alors qu'ils sont évidemment 0,0001 % dans la population.

C'est-à-dire qu'on a un univers politique qui, loin de représenter les fractures sociales d'une société, a acquis sa pleine autonomie, et se referme sur lui-même...

**Fakir :** Et même à Amiens. Qu'on enlève, dans le conseil municipal, les profs et les anciens permanents, il ne reste plus grand-monde, à gauche, sur les bancs. D'ailleurs, pendant l'élection à la mairie, ils n'ont pas osé indiquer les professions sur les prospectus - tellement c'était que ça.

**Patrick Lehingue :** Oui, ce qu'on aperçoit de façon caricaturale au sommet, se retrouve, mais atténué, aux échelons du dessous. C'est une coupure nette avec le monde social. Et ça a forcément des conséquences. Par exemple, je me demande si la promotion d'un Gremetz serait encore possible.

D'autant que les instruments qui permettaient ces trajectoires ont été supprimés.

Pour moi, le PC a perdu sa spécificité - et a accéléré son déclin - avec la fermeture des écoles du Parti, à l'époque de Robert Hue. C'était quoi, ces écoles ? C'était la possibilité, pour des ouvriers ayant arrêté leurs études, pour cause d'échec scolaire ou plus souvent parce que leurs parents ne pouvaient pas suivre financièrement, d'avoir une seconde chance, d'acquérir une culture politique, de manier l'argumentation, bref, de lutter à armes égales avec leurs adversaires, les classes dominantes.

## **Voter, ça ne sert à rien ?**

**Fakir :** Moi, je suis plutôt partisan de voter, d'utiliser tous les instruments à notre disposition.

D'accord, on n'aime pas les règles du jeu : la personnalisation, les présidentielles avant les législatives, etc. On peut souhaiter en changer : avec le mandat impératif, le droit de révoquer son député, etc. Mais si on ne joue pas, on laisse les autres pleinement maîtres du jeu.

**Patrick Lehingue :** Je suis entièrement d'accord avec vous. La question est de ne pas accorder au vote une sorte de monopole dans l'expression de convictions. D'autant plus que la dimension « *expressive* » du vote est faible. Un

grand journaliste américain, Walter Lippman, le soulignait dès 1927 : « *Mais qu'est-ce en vérité qu'une élection ? L'expression de la volonté populaire, dit-on. Vraiment ? Nous entrons dans un isolement, et sur un bout de papier, nous traçons une croix devant un, deux, peut-être trois ou quatre noms. Avons-nous pour autant exprimé ce que nous pensions de la politique des États-Unis ? Nous avons sans doute quelques idées sur la question, avec beaucoup de 'mais', de 'si', et de 'ou'. Cette croix sur un bout de papier n'en dit évidemment rien. Il nous faudrait des heures pour exprimer nos idées : qualifier un bulletin de vote d'expression de notre opinion n'est qu'une fiction vide de sens.* » D'ailleurs, la législation électorale conforte cette pauvreté expressive. Les bulletins où les électeurs se livrent à des explications, même juste par quelques mots, sont juridiquement « *nuls* ». C'est un joli paradoxe : tout se passe comme si, dans l'ordre électoral, les « *voix* », pour compter et être entendues, devaient rester muettes !

**Fakir** : Et pourtant, plus je lisais votre bouquin, comme quoi « *on élit toujours des bourgeois* », « *ça ne change pas la vie* », et votre sympathie pour les abstentionnistes, plus j'en venais, à mon tour, à penser « *à quoi bon ?* »...

**Patrick Lehingue** : Quand tu écris un bouquin comme ça, tu l'écris aussi pour réagir contre des commentaires qui t'agacent prodigieusement. À les écouter, la seule question qui vaille, c'est « *qui va gagner ?* », « *qui sera en tête à l'issue du premier tour ?* », « *qui sera le troisième homme* » (ou femme...) ? La véritable politique (la discussion sur les bilans, les promesses - tenues ou pas - , la vision du monde que l'on désire, les programmes et propositions pour s'en approcher, la hiérarchie des questions les plus importants à résoudre...) cède le pas au spectacle d'une course de chevaux. Le jeu l'emporte sur les enjeux.

Alors, la sympathie pour les abstentionnistes, là n'est pas le souci ! ils existent, c'est tout . Et ils sont nombreux : pas seulement les 20 à 50% d'abstentionnistes (selon les scrutins) , mais aussi - d'après l'INSEE - les 10 % de non-inscrits. Ils sont socialement « *typés* » : 16 % des chômeurs, 16 % des emplois précaires ne figurent même pas sur les listes électorales - contre 4 % des cadres...

Or, ils sont effacés par les sondages, rarement évoqués par les éditorialistes, bref oubliés. Eh bien mon petit rôle, c'est de les signaler : attention, ils existent aussi. Et ils ont des raisons que la Raison Politologique trop souvent ignore...

**Fakir** : Mais par exemple, ce matin, je reçois par Internet une affiche d'Albert Libertad : « *la grève des électeurs, abstenez-vous !, votez blanc... Sinon, c'est comme choisir son boucher.* »

**Patrick Lehingue** : Un courant anarchiste, assez original, s'est développé depuis 1848, depuis le suffrage universel, et il attaque le vote comme insignifiant. Mais c'est souvent habité par un sentiment aristocratique, un certain élitisme, se voir et se vouloir comme en dehors voire au-dessus de « *la masse* » : « *Nous n'appartenons pas au troupeau, ne sommes pas des moutons !* », ou dans une version moderne, qu'avait repris Sartre qui n'a jamais voté de sa vie, « *élections, piège à cons* ».

C'est sans doute très gratifiant comme posture, mais on oublie alors que les candidats ajustent leurs programmes, puis leurs politiques, sur les intérêts des électeurs qui iront effectivement voter. On a beaucoup d'études là-dessus aux États-Unis : les « *segments sociaux* » les plus abstentionnistes - les immigrés, les jeunes, les chômeurs - sont aussi les plus sacrifiés...

**Fakir** : C'est un vrai angle mort de votre livre, un manque important. Comment les élections peuvent compter, quand même, malgré tout - même si elles bouleversent rarement l'ordre.

**Patrick Lehingue** : Surtout, le vote n'a pour moi aucune essence. Selon les époques, selon les moments historiques, il peut être décisif ou marginal, individuel ou collectif, émancipateur ou conservateur, subversif ou conformiste, destiné à diviser ou à rassembler, etc. Il est tout cela parfois tout ça en même temps.

**Fakir** : Bon, pour la réédition, faudra rajouter un chapitre là-dessus. Sinon, on en arrive à un truc de désabusés, ça participe à la résignation. Et on n'a franchement pas besoin de ça...

## À gauche : comment retrouver le peuple ?

**Fakir** : J'en viens à LA question : pourquoi la gauche de gauche peine à décoller - et en particulier dans les classes populaires ?

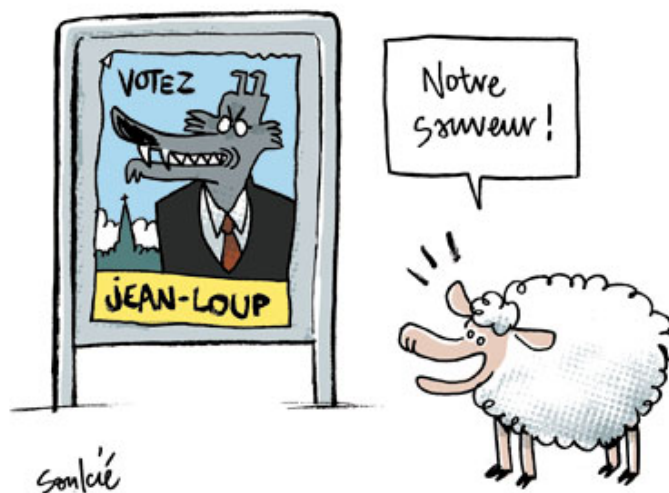
**Patrick Lehingue** : Déjà, ça n'a jamais été naturel et acquis que les ouvriers votent pour des représentants du mouvement ouvrier. Ça supposait tout un travail syndical, politique, de mobilisation de l'usine jusqu'au domicile. Or, on a assisté, non pas à une disparition, mais à une dispersion des classes populaires. Une dispersion du travail, avec la casse des grandes entreprises, mais aussi une dispersion géographique. Si tu prends les corons miniers de ma petite enfance, les gens vivent là où ils travaillent. Il y a une continuité de l'existence, qui rend le travail politique plus simple : pour les mineurs, ne pas voter pour ces gens-là, qui sont au milieu d'eux, qu'ils fréquentent au bistro, à la ducasse, c'est trahir le groupe auquel ils appartiennent tous les jours. Et puis, tu avais quand même un travail d'encadrement sur le terrain qui, de fait, n'existe plus : sur Amiens, ancien bastion communiste, combien reste-t'il de sections locales ? dans les entreprises ? travaillant dans des quartiers populaires ?

**Fakir** : Zéro. Ce matin, Mélenchon présentait ses vœux et il déclare, en gros, « *pour la campagne, on va s'appuyer sur les syndicats à la base* ». Bien. Sauf qu'il s'appuie sur un tissu extrêmement troué...

**Patrick Lehingue** : C'est un facteur lourd. Le taux de syndicalisation, on le sait, est ridiculement bas en France, il avoisine les 6 %. Dans le privé, pour les deux tiers des entreprises, il n'y a rien du tout... Du coup, pour l'instant, Mélenchon a gardé une partie des milieux populaires les plus politisés, et il ne retrouve pas les autres - qui sont de loin les plus nombreux.

**Fakir** : Là, dans le [sondage paru ce matin](#), le premier motif que donnent les gens de voter Marine Le Pen, c'est le mécontentement.

**Patrick Lehingue** : Et c'est vrai que, auparavant, pour marquer son mécontentement, on votait communiste. C'est un terreau Â« naturel Â» que la gauche de gauche a perdu. Il y a cet entretien, avec une travailleuse, en Bretagne, dans les années 60, que je reproduis dans mon livre et qui, il me semble, dit beaucoup, simplement beaucoup. Je te le lis : « *On est neutre et on pense quand même... Je sais pas, moi, on est ouvrier alors on cherche le parti, là où l'ouvrier est défendu le plus... Je ne peux pas, je ne peux pas vous expliquer, on est pour celui qui est pour l'ouvrier, voilà... On est communiste, enfin, on a une tendance, peut-être, mais sans vraiment, sans politique, sans faire de la politique...* » C'est très joli, ce que dit cette ouvrière. Ça résume, en quatre phrases, le drame du rapport de la gauche critique aux milieux populaires : naturel dans les années 60, ce raisonnement semble complètement saugrenu aujourd'hui. Ce côté inné : « *On ne fait pas de politique, mais on est communiste* »... En même temps, le vote FN, reste beaucoup moins ancré. Jamais dans mes entretiens je n'ai entendu : « *Je vote pour l'ouvrier, donc je vote Le Pen.* » Il y a plutôt comme une homologie : « *J'occupe une position marginale dans l'espace social et je me reconnais dans une personne qui occupe une position marginale dans l'espace politique.* » Je me sens méprisé, je vote pour l'homme - ou la femme - politique qu'on présente comme le plus méprisable.



## Ouvriers et intellos : quelle jonction ?

**Fakir :** Ça me fait penser à autre chose. Antoine, un copain de *Fakir*, me racontait que, tous les ans, son grand-père, pas plus militant que ça, participait à un concours de pêche, à Abbeville, organisé par le Parti Communiste. Ça veut dire que l'encadrement, là, il n'est pas seulement par les syndicats...

**Patrick Lehingue :** Et même, c'est d'abord d'autres choses : le plus réussi passe par des associations réputées non partisans. Que la politique se mêle à la vie commune...

**Fakir :** Par exemple, le Téléthon. Le réflexe, dans notre milieu, chez les intellos de gauche, c'est : « *Ah c'est nul, du caritatif, l'étalage de la misère...* » Alors que c'est, surtout, un immense élan de générosité.

Dans chaque bourg, t'as des épreuves, avec les pompiers, le club de cyclisme, les mamans qui cuisinent une choucroute. Et je me demande si les militants des années 70, à la place de snober, ils n'auraient pas été, naturellement, parmi ces gens.

Et comme je ne suis pas à une digression près, ça m'amène au dernier bouquin théorique qui m'a vraiment fait avancer, j'ai trouvé, c'est *La Pensée politique* de Gramsci. Ce dirigeant du Parti communiste italien tente, même à gros traits, une analyse de classe de la société italienne des années 20.

Et il parie, pour contrer le fascisme, sur une jonction entre ouvriers du Nord et paysans du Sud - que ses camarades militants doivent tout faire pour advenir.

Alors, aujourd'hui, en France, où est l'analyse de classes, pas seulement du vote ?

**Patrick Lehingue :** C'est difficile. Le paysage social est sans doute plus compliqué, l'espace social plus fractionné. Les identités, les manières qu'a chacun de se définir, de se distinguer, sont probablement moins professionnelles qu'il y a trente ans. Auparavant, par exemple, à la question « *Qu'est-ce qu'il est ?* », on répondait automatiquement en donnant le métier de la personne.

Désormais, même les « *cartes d'identité professionnelle* » sont plus complexes : il y a une individualisation des tâches, des primes, une fragmentation des horaires et des statuts, CDI ou CDD/intérim, privé ou public, dans une PME ou une multinationale, diplômés ou pas. Du coup, juste un métier, ça caractérise de moins en moins les individus... On ne peut plus se contenter de la bourgeoisie contre le prolétariat...

**Fakir :** Et pourtant, y a des votes où prolétariat contre bourgeoisie, ça fonctionne. Regarde le référendum sur le

Traité Constitutionnel européen : tous les médias, tous les patrons du CAC 40, tous les partis de gouvernement sont pour le « *oui* », 80 % des ouvriers optent pour le « *non* » ! Contre une minorité, seulement 44 % des cadres.

**Patrick Lehingue** : C'était un scrutin particulier - avec un choix binaire simple, qui renvoyait à des enjeux clairs, clivants, avec des retraductions possibles dans la vie personnelle de chacun.

**Fakir** : Mais il me semble que, du temps de Marx, déjà, on aurait pu dire « *oui mais il y a les petits ateliers et les grands, ceux situés à la campagne ou en ville, etc.* »

**Patrick Lehingue** : C'est juste. Le monde des ouvriers n'était pas homogène. Il l'est encore moins maintenant...

**Fakir** : La différence, il me semble, c'est que Gramsci n'était pas seulement un universitaire, voire pas du tout. Mais un intellectuel organique, qui acceptait donc de prendre des gros blocs, d'y aller à la truelle, qui ne se souciait pas de la reconnaissance de ses pairs académiques, du moment que ses outils de compréhension pouvaient agir sur le réel. Donc, je vais faire mon intellectuel organique... mon souci, c'est que je n'ai pas d'organe !

À mon sens, il faut parier - c'est-à-dire mettre tous nos efforts - sur une union de classe entre la petite bourgeoisie intellectuelle (qui se précarise, qui n'a plus sa place assurée dans l'éducation, dans la presse, dans les agences de com', etc.) et les ouvriers (qui, eux, se sont déjà mangés la mondialisation en pleine face).

Seule, aucune de ces deux classes n'aura la force, l'énergie pour bouleverser l'ordre des choses. Et même, j'ajouterais : rien de beau ne s'est fait, dans notre histoire, ni 1789 ni 1793, ni 1936 ni 1968, sans cette alliance de classes. Maintenant, c'est pas gagné. Ces deux mondes-là, aujourd'hui, se tournent le dos, ne se fréquentent pas ou plus.

Il y a une méfiance réciproque, un mépris même : le « *beauf raciste et macho* » d'un côté, le « *beau parleur aux mains blanches* » de l'autre...

**Patrick Lehingue** : Ce spectre nous menace, vous avez raison. On peut en arriver à une coupure, très instrumentalisée, comme aux États-Unis : les intellectuels démocrates de la côte Est - dénoncés comme des richards, des privilégiés, des dépravés culturels voire sexuels... C'est la manière dont nombre de cols bleus envisagent les progressistes, après vingt ans de propagande républicaine.

Ce processus d'anti-intellectualisme et de détachement nous pend au nez : que les intellectuels soient vus comme des parasites, des favorisés, ce que pour partie ils sont d'ailleurs. Pour la délocalisation, ou les licenciements économiques, jusqu'ici, ils n'ont rien à craindre.

M'enfin bon, les gamins qui viennent d'avoir leur CAPES, qui sont envoyés sans formation enseigner dans trois lycées différents à 600 kilomètres la veille au soir, on ne va pas les décrire comme des nantis non plus.

**Fakir** : Alors, que faire ? Par où on commence ?

**Patrick Lehingue** : Je ne suis pas un intellectuel prophétique, je me refuse à l'être. Mais, un exemple : j'ai parlé, tout à l'heure, des écoles du parti, et ça n'est pas par hasard. Entre Â« *profs* Â» et Â« *élèves* Â», c'était un enrichissement mutuel et une remise en cause, comme quoi on tenait des « *discours de petits-bourgeois* », qu'on n'était « *pas clair* ».

C'était à la fois formidable et improbable, cette jonction - comme tu dis -, ce côtoiement régulier, organisé, entre ouvriers et intellos, et ce type d'occasions est devenu rarissime. Les deux mondes se regardent comme des étrangers.

Il me semble que c'est une clé : que les partis ouvriers réapprennent un mode d'éducation permanente, la formation d'une aristocratie ouvrière...

# Tirer les élus au sort (et leurs intervieweurs aussi)

Les Grecs, c'est le « berceau de la démocratie ». Et pourtant, rappelle Patrick Lehingue dans son livre, eux-mêmes se méfiaient du vote...



« La fraction dite 'démocratique' considérait au contraire que cette technologie sociale devait absolument rester subsidiaire. C'étaient, à l'inverse, et durant deux siècles, les vieilles familles nobles d'Athènes qui plaidaient pour la généralisation de l'élection à l'ensemble des charges de magistrats.

Leur notoriété, leur fortune, leur réseau d'obligés semblent alors suffisants pour que la désignation électorale leur assure un quasi-monopole de représentation. Sur quelques 1200 postes de 'magistrats' disponibles, à peine une centaine étaient pourvus par voie électorale, les autres étant tirés au sort, procédure considérée alors comme la plus radicalement égalitaire.

Système absurde ? L'argument est souvent avancé par les 'aristocrates' partisans de la généralisation de l'élection et sera repris plus tard par les premiers hellénistes... Mais le mandat était à la fois unique (on ne pouvait occuper deux fonctions en même temps) ; très court (un an) ; révocable (procédures de mise en accusation en cours de fonction) ; non immédiatement renouvelable ; autant de clauses dont on conçoit à peine qu'elles puissent être mises en oeuvre de nos jours.

À travers ces dispositifs, tout semble avoir été conçu pour conjurer l'apparition des formes ultérieures de spécialisation politique, de division du travail entre amateurs et professionnels et, partant, de dépossession des premiers au bénéfice des seconds.

Par le tirage au sort, chacun est donc amené à occuper, même temporairement, une responsabilité politique. De fait, Moses Finley a pu calculer que, parmi les 30 000 à 60 000 citoyens âgés de plus de 30 ans, un sur deux serait, au cours de sa vie, au moins une fois membre de la Boulé (la magistrature la plus haute).

Et il écrit : 'Athènes fournit donc un exemple valable de coexistence réussie entre direction politique et participation populaire sans cette apathie et cette ignorance dont parlent les experts en opinion publique, ni non plus ce spectre



de l'extrémisme qui hante les théoriciens élitistes'.

Et un autre, Bertrand Manin renchérit : 'Les démocrates avaient l'intuition que, pour des raisons obscures, l'élection n'assurait pas la même égalité.' »

Plus que jamais, cette réflexion s'avère pertinente :

Parmi les candidats à la présidentielle, tous - sauf Philippe Poutou (NPA) - détiennent au minimum un bac +3 (contre 11,8 % des Français). Les classes supérieures monopolisent 90 % des sièges de députés - contre 15 % dans la population. Et inversement : les 62,5 % de citoyens « populaires » sont représentés par 1,3 % de parlementaires. C'est encore pire côté journalistes, sondeurs, experts : sur les plateaux téléés, les anciens camarades de Sciences-Po discutent entre eux. Et on aimerait qu'ils affichent à l'écran leurs revenus : sans doute sont-ils à l'égal du peuple à qui, si souvent, ils réclament en chœur des sacrifices...

## À LIRE



- Le Vote, de Patrick Lehingue, éditions La Découverte (23 Euros). En toute franchise, on a trouvé la première partie très intéressante, interrogeant cette « *technologie sociale* » souvent perçue comme une évidence. La deuxième partie, en revanche, est davantage destinée à des étudiants en science politique (et on a pas mal décroché).
- *La Pensée politique de Gramsci*, de Jean-Marc Piotte, éditions Lux (Montréal). D'autant plus passionnant, pour nous, qu'il interroge le rôle de l'intellectuel.

Et Patrick Lehingue recommande :

- Le livre d'où est extrait l'entretien avec la Bretonne qui « *ne fait pas de politique, mais communiste* » : *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Editions Sociales / Presses de la FNSP (1977).
  - Sur les écoles du Parti : Nathalie Ethuin, « [De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF \(1970-1990\)](#) », *Politix*, volume 16, n°63, troisième trimestre 2003, pp. 145-168.
- Et aussi :
- « La formation des communistes des années 20 à aujourd'hui », cédérom dirigé par Genevée, Martelli, Vigreux et Wolikow, *Le communisme en France*, État de Veille, décembre 2000.